

CHARBON ET SALAIRES: LA CLASSE OUVRIÈRE EST-ELLE TRAHIE?

A la *Conférence économique*, la délégation cégétiste affirma que l'augmentation de 25% des salaires des mineurs n'aurait aucune répercussion désagréable sur les prix de vente du charbon. L'incidence, relative à cet accroissement des dépenses pourrait être absorbée par la marge bénéficiaire et par l'accroissement de la production, ne nécessitant ainsi aucune augmentation des subventions gouvernementales actuellement accordées et repoussant toute probabilité de hausse des prix du charbon.

Analysons donc ces affirmations.

LES BÉNÉFICES DES MINES

Les mines sont gérées, nous le savons, par des organisations collectives où entrent en majorité les représentants de l'État et des organisations syndicales. La C.G.T. y tient une place intéressante. L'on peut donc, à bon droit, s'étonner du prix élevé du charbon, qui grève les prix de tous les produits manufacturés, sans oublier le charbon à usage domestique. Si ce bénéfice est si grand - et il faut qu'il le soit pour résorber l'incidence de 17 à 18% résultant des 25% demandés - pourquoi l'État démocratique, les partis dits d'avant-garde et, enfin, la C.G.T. ont-ils maintenu jusqu'alors des tarifs abusifs? Dans quels buts et à quelles fins?

La nationalisation se permettrait-elle, par suite de son irresponsabilité inaccessible - de pratiquer des bénéfices scandaleux par des hausses illicites? En un mot, la nationalisation des Houillères vole-t-elle le consommateur?

Nous ne croyons pas, à la vérité, que les bénéfices réalisés, qui doivent certes être assez considérables, soient aussi importants qu'une augmentation des prix de revient de l'ordre de 18% - à dire d'expert - puisse être totalement neutralisée par eux. Le moindre petit artisan, le plus jeune des aides-comptables ont dû bien rire à l'énoncé d'une telle énormité.

L'EXTRACTION CHARBONNIÈRE PEUT-ELLE S'ACCROÎTRE ?

Le rendement individuel est poussé aux extrêmes limites des possibilités actuelles, grâce à diverses mesures et la production semble atteindre un niveau qui sera difficilement dépassé, toujours avec les moyens actuels. De 162.000 en 1938, le nombre des mineurs atteint 214.000. Nous savons que le gouvernement polonais réclame les mineurs travaillant en France, mais des pourparlers ont lieu en ce moment et la Pologne a déjà réduit ses demandes. La main-d'œuvre, envisagée quantitativement, sinon qualitativement, est arrivée à un chiffre qui ne pourra être utilement dépassé. Tout accroissement dans ce domaine irait à l'encontre du but recherché.

C'est que, d'après les propres déclarations du ministre de la Production Industrielle, le «*camarade*» Marcel Paul, la production ne peut s'élever maintenant que par l'amélioration des conditions d'équipement. Selon ses termes exacts, c'est affaire d'investissements importants en provenance de l'Amérique. C'est suffisamment dire que c'est une question de gros délais, la *Commission du Plan* en étant saisie, incompatibles avec un accroissement actuel de la production, base cependant de l'argumentation cégétiste.

L'amélioration de l'outillage est non seulement indispensable pour le dépassement du niveau atteint à ce jour, mais aussi pour maintenir seulement le rendement dans de nombreuses mines. Or, nous le répétons intentionnellement, la mise en place de ces machines qu'il faut d'abord acheter aux États-Unis, après le vote

éventuel par la Constituante des accords Blum-Ryner, les faire venir et les monter, exigent des délais qui ruinent l'hypothèse des délégués de la C.G.T. Car l'incidence des 25% n'attendra pas et jouera immédiatement.

D'autre part, l'achat de ces machines-outils entraîne de grosses dépenses qu'il faudra bien compter dans les frais et prix de revient, donc de vente, du charbon.

Enfin, si la quantité voulue des travailleurs ne peut plus être dépassée, par contre un manque de spécialistes est indéniable. L'apprentissage et la valeur de rendement individuelle de ceux qui les remplacent font que la production ne s'élèvera vraiment de ce côté que, là encore, dans des délais assez éloignés.

A la dernière question posée plus haut, l'on peut catégoriquement répondre par la négative: non, vu les circonstances actuelles, examinées ci-dessus, la production ne peut s'accroître de façon sensible, avant un certain temps

POURQUOI CES MENSONGES?

L'exagération - donc l'impossibilité qui en découle - des espérances sur les marges bénéficiaires devant absorber 18% d'augmentation du prix de revient d'une part, le niveau d'extraction actuellement atteint et qui ne peut guère être dépassé d'ici un temps assez lointain, d'autre part, réfutent les arguments de la C.G.T. et réduisent les espoirs à néant. Le prix de vente du charbon augmentera d'ici peu et fatalement

Il semble que l'erreur voulue, manifeste, de la C.G.T. a pour but l'octroi à tout prix des 25% d'augmentation, en vue d'une consolidation, urgente et indispensable dans l'opinion de ses adhérents. Un échec serait un désastre pour elle, peut-être un appoint précieux pour sa nouvelle et jeune rivale, la C.N.T. Plus tard, mais cependant assez rapidement, l'on créerait un climat psychologique favorable à la fatale augmentation du prix du charbon.

Et c'est ici que l'on peut dire que la C.G.T. trahit la classe ouvrière. Ses pontifes savent pertinemment que cette augmentation de salaires se retournera contre elle, mais ils sont prisonniers de formules surannées et archaïques. Placée à l'avant-garde du progrès par le prolétariat qui a mis en elle tous ses espoirs, elle se devait de mettre les salariés contre l'illusoire et dangereuse revendication. Elle se devait de lui signaler les positions nouvelles créées par le progrès technique et l'évolution économique et sociale, elle se devait de l'engager dans la lutte finale pour laquelle elle a été fondée: la disparition du salariat.

Ne l'ayant pas fait, elle a trahi la classe ouvrière.
